

Le vent de la révolte gagne l'Égypte

Des milliers de manifestants lançant des slogans hostiles au pouvoir ont défilé hier en Egypte à l'initiative de mouvements d'opposition s'inspirant de la révolte tunisienne, face à un déploiement policier massif.

Environ 15 000 personnes ont manifesté dans plusieurs quartiers du Caire, notamment aux abords de bâtiments officiels du centre-ville sous forte garde policière, ont indiqué les services de sécurité.

La police a utilisé des gaz lacrymogènes et des canons à eau pour tenter de disperser plusieurs milliers de personnes, en grande partie des jeunes, rassemblées sur la grande place Tahrir et ses environs, à proximité du Parlement et de nombreux ministères. Des rassemblements ont eu lieu dans plusieurs autres quartiers de la capitale, où 20 à 30 000 policiers étaient mobilisés.

Des rassemblements ont également eu lieu en province, d'Alexandrie (nord) à Assouan (sud), dans le delta du Nil ou dans la péninsule du Sinaï.

Les manifestants, parmi lesquels de très nombreux jeunes, lançaient des slo-

gans en faveur de réformes sociales et politiques.

Certains, comme «La Tunisie est la solution», étaient directement inspirés par les événements tunisiens qui ont conduit à la chute du président Ben Ali après 23 ans de règne.

Des manifestants ont également scandé «A bas Moubarak», en référence au président égyptien, âgé de 82 ans et en place depuis 29 ans. A Ismaïliya, sur le Canal de Suez, quelque 200 à 250 personnes se sont rassemblées pour scander «Après Ben Ali, à qui le tour?».

Le ministre de l'Intérieur, Habib al-Adli, a déclaré au journal gouvernemental *Al-Ahram* d'hier que les organisateurs des manifestations étaient «inconscients» et a assuré que leurs appels n'auraient «pas d'impact».

«Les forces de l'ordre sont capables de faire face à toute menace contre la sécurité de la population, et nous ne prendrons à la



légère aucune atteinte aux biens ni aucune infraction à la loi», a-t-il ajouté.

Plusieurs mouvements militant pour la démocratie avaient appelé la population, au Caire et en province, à manifester pour faire de mardi une «journée de révolte contre la torture, la pauvreté, la corruption et le

chômage».

Cette journée coïncide avec la «Journée de la police», un jour férié destiné à rendre hommage aux forces de l'ordre. Cette initiative a été fortement relayée, en particulier auprès des jeunes, sur internet à travers les réseaux sociaux. Plus de 90 000 personnes

se sont déclarées sur Facebook prêtes à manifester.

Elle a notamment reçu le soutien de l'opposant Mohamed ElBaradei, ancien responsable de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Les Frères musulmans, à la forte capacité de mobilisa-

tion, et le Wafd, premier parti d'opposition laïque, ne se sont pas officiellement associés à ce mouvement. Ils ont toutefois indiqué que leurs jeunes militants pourraient se joindre aux cortèges.

Avec plus de 80 millions d'habitants, l'Egypte est le pays le plus peuplé du monde arabe, et plus de 40% de sa population vit en dessous d'un seuil de pauvreté de deux dollars par jour et par personne.

Plusieurs immolations par le feu ont eu lieu ces derniers jours en Egypte, rappelant celle d'un jeune vendeur ambulant tunisien mi-décembre, qui avait déclenché la révolte en Tunisie.

Le pouvoir, de son côté, a multiplié dernièrement les déclarations assurant que l'Egypte ne présentait pas de risque de contagion à la tunisienne. Les autorités ont toutefois laissé entendre qu'elles prenaient des dispositions pour éviter toute hausse des prix ou pénurie des produits de base, afin de ne pas aggraver le climat social.

TUNISIE

Des heurts entre pro et anti-gouvernement

Le bras de fer continue entre le gouvernement provisoire et la rue en Tunisie. Et malgré l'annonce d'un «remaniement gouvernemental imminent», Tunis semble bel et bien s'engluier dans une impasse politique difficile à débloquer.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Hier mardi, des manifestants, plus nombreux que la veille, continuaient encore à assiéger le siège du gouvernement à Tunis. Avec cette revendication extrême : le départ de l'exécutif de transition dans son ensemble ainsi que tout ce qui se rapporte, de près ou de loin, au RCD, le parti-Etat de Ben Ali. Or, toute l'élite politique, économique, administrative, diplomatique et même sociale est issue des rangs de ce parti qui dominait le pays depuis 1956. Depuis le 15 janvier, les autorités de transition ont multiplié les concessions face à une rue de plus en plus exigeante. Mais peu à peu, la raison d'Etat commence à montrer son bout de nez.

Lundi, c'était le nouveau homme fort du régime, le chef d'état-major de l'armée tunisienne, qui l'exprimait à sa manière en mettant en garde contre une «situation de vacance de pouvoir, qui mènera vers la terreur, vers la dictature». Dans la soirée du lundi, c'était le porte-parole du gouvernement qui, tout

en annonçant un imminent remaniement du gouvernement de transition, avait tenu à préciser que dans tous les cas de figure, il est hors de question d'écarter le RCD. Ce qu'exprimera, pour sa part, le ministre des Affaires étrangères, l'homme qui a joué un rôle-clé dans la mise à l'écart de Ben Ali le 14 janvier dernier, Kamel Morjane.

«Je suis prêt à partir à tout moment dans l'intérêt supérieur de la nation.» Mais il avait précisé que ce même intérêt supérieur de la nation veut que «l'avenir de la Tunisie doit être bâti par tous les Tunisiens, toutes appartenances et toutes obédiences confondues». C'est-à-dire y compris le Rassemblement constitutionnel démocratique. Il est significatif d'ailleurs que, pour la première fois depuis la chute de Ben Ali, une première manifestation publique pro-gouvernementale a eu lieu hier dans l'après-midi au cœur de Tunis. Une manifestation vite dispersée, certes, par les manifestants opposants mais pourrait être le premier indice d'une nouvelle situation dans le pays.

Une situation forcément dangereuse pour le pays qui pourrait voir les combats de rue arbitrer entre les différents courants politiques qui lorgnent tous vers le palais de Carthage, même si ce n'est pas encore de façon trop voyante. C'est le cas, notamment, des islamistes qui s'impliquent de plus en plus dans les manifestations et commencent même à déployer leurs slogans après avoir observé une position d'attentisme depuis le début des événements à la mi-décembre dernier.

Washington s'en mêle

Hier, un haut responsable américain était en visite à Tunis. Le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, Jeffrey Feltman, est ainsi le premier officiel étranger à fouler le sol tunisien depuis le début de la crise. Ce qui, en soi, a une signification considérable. Washington, auquel on prête le rôle principal dans la mise à l'écart de Ben Ali, confirme, en tout cas, l'ascendant pris sur Paris, dans ce qu'il convient d'appeler désormais le dossier tunisien.

L'envoyé spécial de Washington semble délivrer un soutien conditionné aux nouvelles autorités de Tunis en déclarant, notamment : «Ce qui décidera si un gou-

vernement est démocratique est une question qui trouvera seulement sa réponse avec des élections.»

Le diplomate américain n'a pas manqué, dans ses déclarations faites à Tunis, d'élargir, sciemment, son propos à l'ensemble des pays arabes. «Les défis qui se posent dans de grandes parties du monde, en particulier dans le monde arabe, sont les mêmes, et nous espérons que les gouvernements répondront aux aspirations politiques, écono-

miques et sociales légitimes des peuples, particulièrement si elles s'expriment par des moyens pacifiques.» C'est sur ces questions-là que le même diplomate devrait s'entretenir avec des responsables français à Paris, prochaine étape de sa tournée.

Et pendant que Jeffrey Feltman était à Tunis, c'est l'Egypte, zone d'influence par excellence des Américains, qui a vécu, hier à son tour, au rythme de violentes manifestations, au

Caire et ailleurs, réclamant le départ de Hosni Moubarak. La police a violemment réprimé une manifestation de 15 000 personnes dans la capitale égyptienne. Et cette fois, c'est la secrétaire d'Etat, Hilary Clinton en personne qui intervenait en début de soirée. «Notre impression est que le gouvernement égyptien est stable.» L'Oncle Sam ne prévoit apparemment pas du tout un scénario à la Ben Ali pour son allié Moubarak.

K. A.

«Grève générale» aujourd'hui à Sfax

La section régionale de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) de Sfax, deuxième ville du pays, a appelé hier à une «grève générale» aujourd'hui 26 janvier, pour la dissolution du gouvernement de transition, dominé par des caciques de l'ancien régime de Ben Ali. «L'Union régionale appelle à une grève générale dans la province de Sfax aujourd'hui 26 janvier pour soutenir les revendications du peuple, qui demande la démission du gouvernement et la dissolution du Rassemblement constitutionnel démocratique» (RCD, ex-parti au pouvoir), selon un communiqué. Tous les adhérents sont appelés à se rassembler mercredi matin devant le siège de la section de Sfax de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) pour participer à une manifestation. L'union de Sfax, importante métropole économique et bastion historique du syndicalisme tunisien, a toutefois demandé d'assurer un «service minimum»

dans les secteurs essentiels pour la vie de la population (eau, électricité, hôpitaux...).

L'UGTT, la puissante centrale syndicale tunisienne, a joué un rôle important dans l'organisation des manifestations de la «révolution du jasmin» qui ont abouti à la chute du régime autoritaire du président Zine El-Abidine Ben Ali, qui a fui le 14 janvier en Arabie saoudite. Elle pèse aujourd'hui fortement dans le mouvement de protestation qui réclame le départ des membres de l'équipe de Ben Ali qui occupent tous les postes clés du gouvernement de transition formé par la chute de l'ancien président le 14 janvier. Les instituteurs du primaire ont observé hier une deuxième journée de «grève illimitée» tandis que le Syndicat national de l'enseignement secondaire a appelé à une journée de grève jeudi et à participer aux manifestations pour «la dissolution du gouvernement qui a été imposé» aux Tunisiens.